



PREFECTURE DES ALPES-MARITIMES

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Nice, le 16 AVR. 2019

Unité Départementale des Alpes-Maritimes
Nice Leader – Tour Hermès
64/66 route de Grenoble
06200 Nice

Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes

A l'attention de Madame la Secrétaire Générale

Affaire suivie par Pôle DACEN
damien.rey@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 04 88 22 65 84 – Fax : 04 88 22 65 80

Référence : 2019_42

DSR 2019 - 24

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Etablissement concerné : SONITHERM - 33 Boulevard de l'Ariane – 06000 NICE
Installation d'incinération de déchets ménagers

Objet : Analyse critique du rapport de relevé de conformité sonométrique
Suite de la visite d'inspection documentaire du 21/03/2017
Analyse critique du courrier de l'exploitant en date du 22/11/2018

1. Contexte et situation administrative

La SONITHERM exploite, 33 boulevard de l'Ariane à Nice, une usine d'incinération d'ordures ménagères depuis 1979. Cette société est immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le N° SIRET : 30251015100020 au RCS de Nice.

La SONITHERM, implantée sur les parcelles cadastrées HN N° 3, 125, 126, 150, 151, 159, 160, 162, 173 au 33 Boulevard de l'Ariane – 06000 NICE, est régie par l'arrêté préfectoral N° 11273 du 09 avril 2005. Les prescriptions techniques de cet arrêté ont été complétées par l'arrêté préfectoral du N° 13804 du 4 juillet 2011.

L'arrêté préfectoral du 4 juillet 2011 fixe entre autres :

- l'émergence maximale admissible de nuit (différence entre le niveau ambiant, établissement en fonctionnement et le niveau du bruit résiduel lorsque l'établissement est à l'arrêt) (article 6.2.1).
- les niveaux sonores admissibles en limite du site de nuit et de jour (article 6.2.2),

Suite à la demande de la DREAL faite par lettre du 14/12/2011, l'exploitant a procédé à des mesures de bruits de nuit et de jour en mars et juin 2012 au niveau de 3 points pris en limite du site et d'une zone à émergence réglementée (ZER).

Les rapports des mesures (N° 6588203-001-1 et N° 6588219-001-1) établis par l'APAVE mettent en lumière des situations non conformes où les niveaux sonores émis dépassent les valeurs limites réglementaires :

- en situation de fonctionnement nominal (rapport 1) : 5 dB(A) d'émergence en période nocturne au niveau de la ZER, pour une valeur limite de 3 dB(A) et 3 dépassements en période nocturne au niveau des trois points retenus comme limites du site ;

- en situation de redémarrage de l'installation suite à arrêt technique (rapport 2) : 1 dépassement de nuit au niveau de la ZER et 4 dépassements de nuit et de jour au niveau des points en limite de site.

Les mesures de bruit effectuées par l'APAVE les 28, 29 et 30 octobre 2013 (rapport N° 7324421-001-1) ont permis de :

- conclure à une non-conformité :
 - ✓ des niveaux sonores en limite de propriété au Nord-Est en période nocturne et diurne, Sud-Est en période nocturne,
 - ✓ aux valeurs d'émergences à l'Ouest du site.
- Réaliser une modélisation et définir l'impact de solutions techniques.

Ces infractions à la réglementation ont conduit Monsieur le Préfet à faire application de l'article L171-8 du Code de l'Environnement et à mettre SONITHERM en demeure, par arrêté du 30 décembre 2013, de se conformer aux niveaux de bruits opposables et ce dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté.

Dans son rapport d'inspection du 01/10/2014, l'inspecteur de l'Environnement, constatait que la société SONITHERM n'avait pas produit les éléments justifiant de son respect des valeurs limites de niveaux sonores. VEOLIA sollicitait auprès de M. le Préfet un délai supplémentaire dans sa lettre du 17/07/2014 pour de nouvelles mesures. Cette demande a été rejetée par M. le Préfet dans son courrier en date du 24/10/2014.

Lors de la réunion de la Commission Locale d'Information et de Surveillance (CLIS) du 19 décembre 2014, les documents produits et remis en séance par SONITHERM faisaient à nouveau état de dépassements des valeurs limites de bruit la nuit. Les mesures réalisées par SOCOTEC les 18 et 19/06/2013 et les 10 et 11/09/2013 concluent au non respect de la réglementation avec des dépassements en période nocturne des niveaux en limite de propriété et du non respect d'une émergence.

A la suite de cette réunion, un courrier a été notifié à SONITHERM lui demandant instamment d'adresser à Monsieur le préfet, avant le 3 avril 2015 :

- un diagnostic des sources d'impacts sonores et de leurs contributions spécifiques à l'excès d'émergence nocturne,
- les actions correctives retenues à l'issue de ce diagnostic et le calendrier de leur plein effet.

Par lettre du 30 mars 2015, SONITHERM transmet au préfet un rapport établi par l'APAVE sur les résultats des mesures des niveaux sonores émis dans l'environnement réalisées les 26 et 27 février 2015 et sollicite un délai supplémentaire d'un mois pour produire les actions correctives à effectuer afin de se conformer à la réglementation.

Les résultats consignés dans le rapport N° 8354235-001-1 de l'APAVE confirment la non-conformité des installations avec des dépassements :

- des niveaux sonores en limite de propriété à l'Ouest du Site et au niveau de la base vie,
- des émergences à l'Ouest du site.

Par courriel en date du 01/07/2015, M. ELOY nous a transféré l'étude de la société DECIBEL intervenue les 22 et 23/04/2014 dont les campagnes de mesures permirent :

- de conclure au non respect des niveaux de bruit et des émergences,
- de déterminer une cartographie des niveaux de bruit,
- de dimensionner des solutions.

Lors de la visite d'inspection du 29/09/2015, M. ELOY nous a confirmé que les solutions définies pour atteindre la conformité réglementaire en terme d'impact du bruit sur l'Environnement n'avaient pas encore été réalisées.

Par lettre du 16/11/2015, la société SONITHERM transmettait le contrat de fournitures des équipements et installations finalisé avec le prestataire GEA AIRFLOW pour le respect de la réglementation bruit.

Par lettre du 27/10/2016, les représentants de la SONITHERM ont transmis à l'Unité Départementale des Alpes-maritimes un rapport de mesures de bruit de la société SOCOTEC référencé N°1610EL7P1000005. Ce rapport a fait l'objet d'une analyse de l'inspection en date du 21 Mars 2017 et d'un courrier de M. le Préfet émettant des réserves à la date du 21/03/2017.

L'exploitant a apporté des éléments de réponses formalisés par courrier du 14/12/2017, complétés par des échanges en réunion de janvier 2018 puis par courriers du 12/01/2018 et du 22/11/2018.

Le présent rapport rend compte de l'analyse de ce rapport et de sa conclusion sur la conformité des niveaux de bruits de l'installation.

2. Constats et analyse de l'inspection des installations classées

2.1 Concernant les réserves émises par l'inspection par courrier du 06/12/2017

Les réserves formulées en date du 06/12/2017 portaient sur les points suivants :

- a/ la méthodologie de la mesure,
- b/ la représentativité des points de mesures,
- c/ la validité d'un sonomètre lors des mesures,
- d/ des temps de mesurage inférieurs à trente minutes,
- e/ des niveaux de bruit ambiant inférieurs au niveau de bruit résiduel.

Le tableau suivant reprend les différentes réserves et l'analyse faite par l'inspection au éléments de réponse suite aux échanges du 14/12/2017, complétés par des échanges en réunion de janvier 2018 puis par courriers du 12/01/2018 et du 22/11/2018.

Réserves	Date de la réponse	Analyse de l'inspection
a/ la méthodologie de la mesure,	Courrier du 14/12/2017	Le dernier rapport modifié par l'exploitant référencé SOCOTEC – 1703ELP1000025 est basée sur une méthodologie d'expertise employant un sonomètre de classe 1.
b/ la représentativité des points de mesures,	Courrier du 14/12/2017 Réunion de janvier 2018 Courrier du 22/11/2018 Courrier du 22/11/2018.	Au vu des éléments transmis par l'exploitant, des échanges eus en CSS et de l'étude VENATHEC d'identification des points de mesure, nous proposons de retenir les points en Limite de propriété comme indiquée dans le rapport n° 17-17-60-0467 MFA.
c/ la validité d'un sonomètre lors des mesures,	Courrier du 14/12/2017	La transmission du nouveau certificat d'étalonnage du matériel employé pour la mesure de bruit décrite dans le rapport SOCOTEC – 1703ELP1000025 permet de satisfaire à cette réserve
d/ des temps de mesurage inférieurs à trente minutes,	Courrier du 14/12/2017	Les nouvelles mesures réalisées par l'exploitant respecte un temps de mesure supérieure à 30 minutes conformément à l'article 2.6 – annexe 1 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.
e/ des niveaux de bruit ambiant inférieurs au niveau de bruit résiduel.	Courrier du 14/12/2017 Réunion de janvier 2018 Courrier du 22/11/2018	Au vu des éléments transmis par l'exploitant, des échanges eus en CSS et de d'identification des points de mesure, nous proposons de retenir les points représentatifs comme indiqués dans le rapport n° 17-17-60-0467 MFA. L'exploitant n'a pu expliquer l'origine d'émergence négative mais a indiqué dans ce courrier avoir revu la méthodologie. Depuis 2017, aucune mesures ne présente d'émergence négative nous proposons à M.le Préfet de considérer cette réserve comme satisfaire.

La démonstration faite par l'exploitant dans ces envois successifs atteste de l'efficacité des travaux réalisés réalisées en 2016 suite à la mise en demeure de M. le Préfet par arrêté préfectoral en date du 30/12/2013.

Les Zones à Emergences Réglementées sont définies à l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation et 2 de l'arrêté ministériel 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les points sélectionnés constituent donc des témoins représentatifs de la ZER et intégrant la concertation réalisée en CSS pour assurer la conformité réglementaire des niveaux de bruit de l'incinérateur.

Toutefois, il paraît important de rappeler qu'en cas de plainte, les points de mesures peuvent être déplacés au sein de la ZER pour vérifier la conformité à des emplacements différents.

2.2 Concernant les niveaux réglementaires opposables à la SONTHERM et la demande modification de l'arrêté préfectoral.

La mise en demeure arrêté par M. le Préfet est basée sur le non respect des valeurs en limite de propriété et au niveau des émergences (Rapports N° 6588203-001-1, N° 6588219-001-1 et N° 7324421-001-1) établis par l'APAVE.

L'exploitant a réalisé les travaux pour la réduction du bruit de l'incinérateur d'un montant de 535 000 euros:

- changement du motoréducteur et des pales des 4 ventilateurs constituant l'aérocondenseur n°2 : Travaux finalisés en mai 2016
- mise en place d'un mur anti-bruit en sortie du quai des déchets : Travaux finalisés en septembre 2016
- mise en place de pièges anti-son sur les aéroréfrigérants d'huile du groupe turboalternateur n°2 : Travaux finalisés en juillet 2016
- mise en place d'un silencieux sur l'échappement de vapeur du process des boues : Travaux finalisés en juillet 2016

Les diagnostics acoustiques et les travaux réalisés ont permis d'abaisser les niveaux sonores et de respecter les valeurs réglementaires d'émergence.

Toutefois, à la lecture des derniers résultats de mesures transmis par l'exploitant dans son courrier du 21/12/2017(rapport SOCOTEC – 1703EL7P1000025), il est mesuré :

- au point LP 1 une valeur nocturne supérieure à 57,4 dB(a) au lieu de 50 dB(a) prévue dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Toutefois le niveau résiduel pour ce point mesuré lors de l'arrêt de l'usine d'incinération est de 51,4 supérieur donc à la valeur limite,
- au point LP 3 une valeur diurne de 65 dB(a) au lieu de 60 dB(a) prévue dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Toutefois le niveau résiduel pour ce point mesuré lors de l'arrêt de l'usine d'incinération est de 62,7 dB(a) supérieur donc à la valeur limite.

Ainsi, l'impact sonore engendré par l'activité de la Sonitherm est conforme aux seuils imposés en zone à émergence réglementée et n'est pas conforme aux valeurs maximales en limite de propriété imposées à l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30/12/2013.

D'un point de vu technique, les mesures réalisées indiquent des niveaux de bruit résiduel supérieurs aux niveaux admissibles de bruit fixé dans l'arrêté préfectoral.

Néanmoins, cet impact sonore est conforme aux seuils fixés par les dispositions de l'arrêté ministériel du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

En effet, les seuils de l'arrêté ministériel sont moins contraignants en limite de propriété (70 dB(A) au lieu de 65 dB(A) en période de jour et 60dB(A) au lieu de 55 dB(A) en période de nuit) et les seuils en zone à émergence réglementée sont identiques à ceux de l'arrêté préfectoral.

Sous réserve de la représentativité du mesurage effectué, le bruit ambiant (sans l'activité de l'installation) est supérieur aux valeurs réglementaires imposées par l'arrêté préfectoral et ne peut être donc imputé au fonctionnement de l'incinérateur. Ce niveau de bruit s'explique selon le bureau de mesurage par la présence d'activités voisines (quai de transfert, etc.) et la circulation dans la zone.

Pièce jointe : PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

VU le Titre I du Livre V du Code de l'Environnement, et notamment son article R. 512-51 ;

VU le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du xx/06/2018 ;

VU l'avis du CODERST du ;

CONSIDERANT que les dispositions techniques mises en place par l'exploitant sont de nature à réduire l'impact sonore associés aux activités du quai de transfert de déchets non dangereux,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes-Maritimes ;

ARRETE

Article 1

La société niçoise de réalisations thermiques (SONITHERM), dont le siège social est situé au 33 Boulevard de l'Ariane - 06300 NICE, ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée à poursuivre l'exploitation de l'usine d'incinération d'ordures ménagères et autres déchets assimilés sise à l'adresse de son siège social sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

Article 2 :

Les dispositions de l'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral « NIVEAU LIMITE DE BRUIT » de l'arrêté préfectoral du 31/12/2013 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'ensemble des activités de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules doivent respecter les valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Points de contrôle	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A) en limite de propriété	
	Jour (7h00-22h00) sauf dimanches et jours fériés	Nuit (22h00-7h00) et dimanches et jours fériés
Limite de propriété de l'établissement	70	60

Les mesures des émissions sonores seront faites selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

A noter : le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne doit pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Article 3 : Délais et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente :

Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision. »

3. Conclusion de l'analyse :

Compte tenu :

- de l'analyse qui précède que les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure de l' arrêté du 30 décembre 2013 relatives aux niveaux limites admissibles de bruit de l'établissement sont respectées,
- de la réalisation de travaux de réduction de bruit par la société Sonitherm,
- du respect des émergences réglementaires au droit des points représentatifs identifiés dans les zones réglementaires à émergences réglementées (habitations),
- du niveau de bruit ambiant dans la zone,
- du respect des valeurs en limite de propriété fixées dans l'arrêté ministériel du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Nous proposons à M. le Préfet de :

- ✓ considérer que l'exploitant a satisfait à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30 décembre 2013,
- ✓ de retenir les points de mesures identifiés du rapport SOCOTEC – 1703EL7P1000025 comme représentatif pour les prochaines campagnes de mesurage de bruit tout en rappelant à l'exploitant que ces derniers sont susceptibles d'être déplacées pour satisfaire à une plainte ou au questionnement de la C.S.S
- ✓ faire application de l'art R 181-45 livre V du code de l'environnement pour modifier les niveaux de bruit admissibles qui tiennent compte des niveaux de bruits résiduels.

L'Inspecteur des Installations Classées,

Carmin PEY


